

## REMARQUES MARGINALES SUR LE SYNDICALISME ITALIEN

L'article « Notes sur le syndicalisme en Italie, de l'après-guerre à la situation actuelle » essaie de rendre compte du long processus d'intégration des grandes organisations confédérales (CGIL, CISL, UIL) dans les mailles de la politique bourgeoise, tant au niveau des entreprises que de l'État, faisant d'elles des rouages essentiels des efforts de la classe dominante pour soumettre les travailleurs aux exigences de l'économie capitaliste.

D'autre part, l'article essaie de mettre en lumière la complexité des processus qui, à partir des années 1980, et à travers de multiples vicissitudes, ont donné lieu à des réactions des travailleurs contre la politique de collaboration des classes des grandes confédérations, réactions qui se sont traduites par la formation et le foisonnement de multiples « organisations syndicales de base » (USB, les nombreuses Cobas, etc., etc., etc.).

Bien que ce dernier phénomène exprime une activité remarquable des masses travailleuses en défense de leurs conditions de vie et de travail, on ne peut que constater son extrême fragmentation comme résultat des tendances opportunistes, sectaires et d'« esprit de clocher », ainsi que la grande difficulté pour faire des pas en avant vers l'unification des organisations syndicales « de base » au niveau local, régional et national.

Or, la crise économique et sanitaire actuelle vient renforcer de façon exponentielle les conséquences sociales dramatiques déjà présentes en Italie à la suite à la crise économico-financière de 2008. La crise actuelle ne peut que poser de façon *encore plus aiguë* à l'ensemble du syndicalisme « de base », *par-dessus les catégories et les localités*, le problème de l'unification des efforts pour essayer de contrer les offensives anti-prolétariennes de la bourgeoisie et de l'État. En outre, comme cela a été bien souligné dans l'article, les questions économico-sociales tendront de plus en plus à se hisser au niveau politique.

Ce besoin d'unification organisationnelle et des luttes s'est exprimé au cours de la dernière année par deux mouvements qui semblent *diverger*.

**D'une part, le Front Unique Anticapitaliste (ou Pacte d'Action)** constitué à l'origine autour du Si-Cobas (syndicat bien implanté de la logistique) avec l'appui initial de quelques autres syndicats de base (Adl-Cobas, Slai-Cobas, Sgb, Sial-Cobas), de l'Assemblée des Travailleurs de Combat, de divers mouvements de résistance contre quelques mégaprojets publics (No-TAV de Turin, No-TAP du Sud de l'Italie et No-MUOS en Sicile), d'un mouvement pour le droit au logement présent à Rome, d'une coordination de chômeurs et travailleurs précaires "Vogliamo tutto" à Naples et dans d'autres villes du Sud et le Centre de l'Italie, avec la participation et l'appui d'un certain nombre d'organisations politiques [Cuneo Rosso, Gruppo Comunista Rivoluzionario, Tendenza Internazionalista Rivoluzionaria, Combat-COC, Partito Comunista dei Lavoratori (trotskiste), FGC(stalinien), ....]. En juillet dernier, le Pacte d'Action a promu une **Assemblée des travailleurs combattifs**. La première a eu lieu le 12 juillet ; la seconde le 27 septembre et la troisième le 29 novembre. L'Assemblée a été créée comme une sorte d'organe permanent.

Avec deux réserves programmatiques, nous avons salué en juin 2020 la constitution de ce Pacte d'Action qui avançait un ensemble de *revendications syndicales et sociales immédiates* qui intéressaient au plus haut point les masses prolétariennes<sup>1</sup>. *Il s'agissait de convoquer les masses à s'organiser pour mener des luttes immédiates pour ces objectifs.*

Le 22 novembre dernier, le Pacte d'Action a crû faire un saut qualitatif en avant en adoptant une motion finale où il élargie ses objectifs en adoptant un ensemble de revendications et en se posant comme une avant-garde de lutte contre le capitalisme et la politique de l'État en partant de l'actuelle crise économique et sanitaire<sup>2</sup>. Or, le programme en 14 points adopté par l'Assemblée peut être vu comme un « *programme minimum* » *hétéroclite* « *attrape tout* » *d'un courant politique avec de fortes tendances réformistes*, et non plus « simplement » comme une plateforme de lutte pour des objectifs immédiats<sup>3</sup>. De front unique syndical (qui jouit de l'appui d'organisations politiques), le "Pacte d'Action" affirme son intention de se transformer en un embryon d'organisation politico-syndicale original<sup>4</sup>. La différence est de taille.

**D'autre part**, la "*Coordination des travailleurs et travailleuses indépendant(e)s pour l'unité de classe (CLA)*" qui se s'est fixé comme objectif l'unité d'action du syndicalisme anti-collaborationniste, ce qui concerne non seulement les syndicats de base mais aussi les oppositions de classe au sein des confédérations syndicales. Mais la CLA a fait du refus de tout rapprochement avec des organisations politiques *une question de principe*.

Or, *la division du prolétariat entre différentes orientations politiques est un phénomène inéluctable et le mouvement syndical doit faire avec*. Prétendre chasser le politique de la vie des organisations syndicales est une pure illusion sans aucun fondement historique. Malgré cette division, les ouvriers doivent se regrouper pour lutter syndicalement contre la bourgeoisie. Le seul moyen pour qu'elle ne soit pas un obstacle à leur lutte unitaire est d'accepter *la libre organisation des tendances politiques au sein des organisations syndicales*. A l'époque, jusqu'à la victoire du fascisme, les courants socialistes et communiste se

---

<sup>1</sup> Cf.: <https://pasadoypresentedelmarxismorevolucionario.net/2020/07/15/desde-italia-dallitalia-de-litalie/>

<sup>2</sup> « Rafforzare il Patto d'azione per rilanciare l'opposizione di classe: Mozione finale dell'assemblea del 22/11 ». [<https://pungolorosso.wordpress.com/2020/11/23/rafforzare-il-patto-dazione-per-rilanciare-lopposizione-di-classe-mozione-finale-dellassemblea-22-novembre/>]

<sup>3</sup> <https://pungolorosso.wordpress.com/2020/11/23/piattaforma-di-lotta-del-patto-dazione-anti-capitalista-per-il-fronte-unico-di-classe/>

<sup>4</sup> Le "Pacte d'Action" se propose "*Créer un groupe de travail qui présentera à la prochaine assemblée une proposition commune sur le plan organisationnel, tant en ce qui concerne l'urgence de créer une coordination nationale du Pacte d'Action, qu'en ce qui concerne la nécessité de la doter d'instruments unitaires de communication et d'agitation politique.*".

disputaient la direction des syndicats, des fédérations syndicales et de la Confédération Générale du Travail, et il en allait de même dans les *Camere del Lavoro*.

D'autre part, le prolétariat et ses avant-gardes tendent à s'organiser aussi bien en syndicats qu'en partis politiques. Vouloir établir une Muraille de Chine entre les uns et les autres revient à donner lieu soit aux tendances politiques sectaires de type anarchisantes soit à un renouveau du syndicalisme révolutionnaire (et même au syndicalisme réformiste qui est au service de la bourgeoisie malgré sa prétention d'être apolitique). On ne devrait pas avoir d'objection de principe à ce que des mouvements politiques qui se revendiquant de la lutte de classe appuient les efforts des avant-gardes ouvrières et des syndicats pour constituer un front prolétarien de défense. *On peut toujours discuter et décider sous quelles formes les partis « ouvriers » devraient coordonner leur action avec les organisations syndicales en vue d'un front unique, mais un marxiste ne peut pas rejeter son principe.*

\*\*\*\*\*

Les initiatives mentionnées ci-dessus glissent, l'une vers une formation politico-syndicale de type réformiste, l'autre vers une formation étroitement syndicaliste. Il est remarquable que ces initiatives semblent proposer en filigrane, plus d'un siècle et demi plus tard, l'alternative historique déjà présente dans le mouvement ouvrier italien de la fin du XIX Siècle.

Dans les années 1882-1892, le Parti Ouvrier italien revendiqua l'organisation de tous les ouvriers manuels, affirma le caractère central des luttes syndicales et ne pas avoir d'idéologie politique pour ne pas provoquer de divisions au sein des masses ouvrières (ce qui ne l'empêcha pas de soulever quelques revendications politiques et se présenter aux élections). Sa cohésion interne était basée sur des intérêts immédiats et non pas sur des buts programmatiques générales.

D'autre part, en 1892 se constitua le Parti Socialiste italien (PSI) – auquel appartenaient des organisations syndicales ainsi que des individus – qui se fixa des objectifs politiques antibourgeois et anticapitalistes : la conquête du pouvoir politique et la transformation socialiste de la société. Outre le fait que la conquête du pouvoir politique était assimilée à la conquête électorale des institutions étatiques existantes, le *hic* avec ce parti fut sa glissade rapide vers ***une politique étroitement réformiste*** visant *exclusivement* de transformations de la société bourgeoise favorables aux travailleurs.

Quelques années plus tard, cette alternative pris une nouvelle forme et entraîna la division du mouvement syndical entre les syndicats rattachés au PSI et le mouvement « syndicaliste révolutionnaire » qui considérait que c'étaient les syndicats qui exprimaient la volonté des masses ouvrières, allant jusqu'au point que les *Camere del Lavoro* qui regroupaient localement, régionalement et nationalement les organisations syndicales se divisèrent en fonction de leurs adhésions idéologiques. Cette fracture du mouvement ouvrier alla jusqu'à l'extrême que les militants socialistes ne militaient pas dans les syndicats rattachés au syndicalisme révolutionnaire, et réciproquement.

Certes, le « syndicalisme de base » est actuellement à un stage embryonnaire de ses efforts pour surmonter ses innombrables divisions. Mais il fait les premiers pas dans la direction de la cristallisation de ce type d'opposition, ce qui est d'autant plus dramatique que la situation générale exige impérieusement l'unification des poussés de défense des masses prolétariennes.

Pour faire œuvre utile, et sans renoncer à afficher leur volonté de transformation radicale de la société<sup>5</sup>, ***ce qui suppose la conquête révolutionnaire préalable du pouvoir politique***, les forces militantes qui aujourd'hui cherchent à constituer de bonne foi un Front Unique Anticapitaliste devraient centrer leurs objectifs dans ***les revendications immédiates ressenties comme impérieuses par les larges masses des travailleurs et qui soient susceptibles de favoriser leur organisation et leur mobilisation***. Pour cela, il faudrait qu'elles se débarrassant des objectifs politiques réformistes ou utopiques en régime capitaliste affichés dans le « Pacte d'Action ». Elles devraient chercher – ***sans sectarisme d'aucune sorte*** – à confluer dans un véritable front unique prolétarien avec les militants du syndicalisme de base ayant les mêmes objectifs.

Par ailleurs, ils devraient tenir compte du fait que la constitution d'un mouvement révolutionnaire anticapitaliste exige au préalable ***la coagulation en parti politique d'une avant-garde ayant un programme, des principes et une stratégie révolutionnaires*** (pour ne pas parler des questions de tactique) et que le mouvement syndical lui-même ne peut pas constituer la colonne vertébrale de son existence (bien qu'il soit un terrain privilégié de son action).

Quant aux forces du syndicalisme de base qui, comme celles de la CLA, expriment une volonté de défense intransigeante des masses prolétariennes, il est impérieux qu'elles surmontent leur refus de la politique dans le mouvement syndical et l'exclusion à priori des partis politiques dans un front unique prolétarien.

La fracture en cours entre ces deux tendances du « syndicalisme conflictuel » est favorisée par le retard dans l'émergence d'une poussée généralisée de luttes sociales. Il est urgent d'œuvrer dès maintenant pour que cette émergence puisse balayer l'opportunisme, l'esprit de chapelle et les sectarismes qui aujourd'hui fleurissent dans les syndicats de base et les courants politiques de différents signes.

Luc Thibault - Carlos Svidler, janvier 2021

---

<sup>5</sup> Les syndicats de classe du passé affirmaient que leur but ultime était l'instauration de la société sans classes. Dès son origine, la CGdL était étroitement liée au PSI. Plus tard, l'Internationale Syndicale Rouge - constitué par les syndicats gagnés par le mouvement communiste - revendiquait œuvrer pour l'instauration de la dictature du prolétariat.